



Chapitre P-29

LOI SUR LES PRODUITS AGRICOLES ET LES ALIMENTS

SECTION I

DÉFINITIONS ET APPLICATION

- Interprétation: **1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:
- | | |
|-----------------------|---|
| «produit agricole»; | a) «produit agricole»: une denrée d'origine végétale ou animale; |
| «aliment»; | b) «aliment»: tout ce qui peut servir à la nourriture de l'homme ou des animaux y compris les boissons autres que les boissons alcooliques au sens de la Loi sur la Société des alcools du Québec (chapitre S-13); |
| «produit»; | c) «produit»: un produit agricole ou un aliment; |
| «permis»; | d) «permis»: un permis délivré en vertu de la présente loi; |
| «règlement»; | e) «règlement»: un règlement édicté en vertu de la présente loi; |
| «personne autorisée»; | f) «personne autorisée»: une personne visée à l'article 32; |
| «ministre»; | g) «ministre»: le ministre de l'agriculture; |
| «vente en détail»; | h) «vente en détail»: toute vente de produits, à l'exclusion des repas ou collations, faite à un acheteur ou à un usager, pour fins de consommation ou d'usage et non de revente; |
| «vente en gros»; | i) «vente en gros»: toute vente de produits faite à un acheteur pour fins de revente en état ou après préparation, conditionnement ou transformation; |
| «détaillant»; | j) «détaillant»: toute personne qui fait de la vente en détail; |
| «restaurateur». | k) «restaurateur»: toute personne qui sert ou vend des repas ou collations pour fins de consommation et moyennant rémunération, l'exploitant d'un établissement d'enseignement ou de tout établissement régi par la Loi sur la probation et sur les établissements de détention (chapitre P-26), la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-5), la Loi sur la protection du malade mental (chapitre P-41), le gouvernement, ses ministères et organismes. |

1974, c. 35, a. 1; 1977, c. 35, a. 1.

Loi non applicable. **2.** La présente loi ne s'applique pas aux produits laitiers ni aux

- Produits de la pêche. succédanés au sens de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (chapitre P-30). Elle ne s'applique aux produits de la pêche qu'à compter du moment où ils sont mis en circulation pour la vente en gros.
- 1974, c. 35, a. 2.

SECTION II

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- Préparation de produits malsains interdite. **3.** Nul ne peut préparer, détenir, exposer en vue de la vente, mettre en vente ou en dépôt, vendre, transporter, faire transporter ou accepter pour une destination quelconque au Québec, un produit malsain, de provenance malsaine ou qui n'est pas conforme aux exigences de la présente loi et des règlements.
- 1974, c. 35, a. 3.
- Indications sur produit portant à confusion. **4.** Nul ne peut faire emploi sur un produit, sur son récipient, son étiquette ou son emballage, dans un document concernant la publicité, la détention, la manutention ou la mise en circulation d'un produit pour la vente, d'une indication susceptible de créer chez l'acheteur une confusion sur l'origine, la nature ou la qualité du produit.
- 1974, c. 35, a. 4.
- Élimination de produit altéré. **5.** L'exploitant d'un abattoir ou d'une conserverie, le fabricant, le préparateur, le conditionneur, le vendeur ou l'entreposeur d'aliments, doit éliminer sur-le-champ tout produit altéré, impropre à la consommation, ou autrement non conforme à la présente loi ou aux règlements.
- Élimination de matériel défectueux. Ces personnes doivent, de la même façon éliminer tout matériel défectueux, malpropre ou insalubre, ou dont les règlements peuvent prohiber l'utilisation.
- 1975, c. 40, a. 1; 1977, c. 35, a. 2.
- Estampille sur produits. **6.** Le gouvernement peut approuver l'estampille qui peut être apposée sur un produit, son étiquette ou son emballage, prescrire les conditions d'utilisation de cette estampille, en prohiber la fabrication, la reproduction, la détention ou l'usage et interdire la fabrication, la reproduction, la détention ou l'usage de toute autre estampille, sauf dans les cas qu'il détermine.
- 1975, c. 40, a. 1; 1977, c. 35, a. 3.

Conditions relatives aux
viandes ou aliments carnés.

7. Le gouvernement peut prescrire les conditions relatives à la provenance des viandes ou aliments carnés détenus ou utilisés par l'exploitant d'un établissement visé au paragraphe *a* ou *b* de l'article 9 ou par un détaillant ou un restaurateur et prohiber, sauf dans les cas qu'il détermine, la détention ou l'usage des viandes ou aliments carnés ne répondant pas à ces conditions et aux dispositions des règlements relatifs à l'estampille.

1977, c. 35, a. 4.

SECTION III

ENREGISTREMENT ET PERMIS

Enregistrement auprès du
ministre.

8. Le gouvernement peut, dans la mesure et suivant les modalités qu'il fixe, ordonner à toute personne engagée dans la préparation, le conditionnement, la transformation, la détention en vue de la vente ou la vente d'un produit, de s'enregistrer auprès du ministre.

1974, c. 35, a. 5.

Permis obligatoire.
non en vigueur

9. Nul ne peut, sans être détenteur d'un permis en vigueur:

a) exploiter un atelier d'équarrissage d'animaux;

b) exploiter un abattoir ou un atelier de préparation, de conditionnement ou de transformation, pour fins de vente en gros, de viandes ou d'aliments carnés destinés à l'alimentation humaine.

Exception.

Le présent article ne s'applique pas à la personne qui exploite un atelier assujetti à la Loi sur l'inspection des viandes (Statuts révisés du Canada, chapitre M-7).

1974, c. 35, a. 6; 1975, c. 40, a. 2.

Demande de permis.

10. Toute personne qui sollicite un permis doit transmettre sa demande au ministre.

Délivrance.

Le ministre délivre le permis si le requérant remplit les conditions déterminées et verse les droits fixés par règlement.

Intérêt public.

Aucun permis ne peut être délivré à moins que, de l'avis du ministre, l'opération projetée par la personne qui sollicite le permis ne soit désirable dans l'intérêt public. Le ministre impose, à cette fin, toute condition qu'il juge à propos, et le permis doit indiquer les conditions ainsi imposées.

1974, c. 35, a. 7; 1975, c. 40, a. 3; 1977, c. 35, a. 6.

Expiration.

11. Tout permis expire douze mois après son émission; il peut être renouvelé aux conditions déterminées par règlement.

Permis limité. Le ministre peut toutefois délivrer un permis pour une période moindre s'il juge que l'intérêt public l'exige.

1974, c. 35, a. 8; 1975, c. 40, a. 4; 1977, c. 35, a. 7.

Transport des droits. **12.** Les droits que confère un permis ne peuvent être valablement transportés à une autre personne.

1974, c. 35, a. 9.

Affichage. **13.** Tout permis doit être affiché dans l'établissement à un endroit où il peut être facilement vu du public.

1974, c. 35, a. 10.

Avis de refus. **14.** Le ministre informe, par écrit, la personne à qui il refuse de délivrer le permis en lui exposant les motifs de son refus.

1974, c. 35, a. 11.

SECTION IV

SUSPENSION, ANNULATION, REFUS DE RENOUVELLEMENT DU PERMIS: APPEL

Motifs de suspension. **15.** Le ministre peut suspendre, annuler ou refuser de renouveler le permis de tout détenteur qui:

- a) a commis une infraction à la présente loi ou aux règlements;
- b) ne remplit plus les conditions requises pour obtenir son permis;
- c) a cessé ses opérations de façon définitive ou durant au moins dix mois consécutifs.

1974, c. 35, a. 12; 1977, c. 35, a. 8.

Audition du détenteur. **16.** Le ministre doit, avant de prononcer l'annulation, la suspension ou le refus de renouvellement d'un permis, donner au détenteur l'occasion d'être entendu. Il doit aussi notifier par écrit sa décision, en la motivant, à la personne dont il suspend, annule ou ne renouvelle pas le permis.

1974, c. 35, a. 13.

Appel. **17.** Toute personne dont le permis est suspendu ou annulé ou n'est pas renouvelé peut interjeter appel de la décision du ministre devant trois juges de la Cour provinciale du district où cette personne a sa résidence, son siège social ou son établissement, suivant le cas,

a) si les motifs de fait ou de droit invoqués au soutien de la décision sont manifestement erronés;

b) si la procédure suivie est entachée de quelque irrégularité grave;

c) si la décision n'a pas été rendue avec impartialité.

1974, c. 35, a. 14.

Requête. 18. L'appel est interjeté par requête signifiée au ministre. Cette requête doit être produite au greffe de la Cour provinciale du district judiciaire où l'appelant a son domicile, son siège social ou son établissement, dans les soixante jours de la réception par l'appelant de la décision du ministre.

1974, c. 35, a. 15.

Transmission du dossier. 19. Dans le mois qui suit la réception de l'avis d'appel, le ministre transmet au greffier de la Cour provinciale le dossier relatif à la décision dont il y a appel.

Contenu. Le dossier comprend les pièces produites, la transcription des dépositions si elles ont été sténographiées, le procès-verbal de l'audition et la décision du ministre.

Appel sur dossier constitué. L'appel est entendu sur le dossier constitué, sous réserve du droit des juges d'entendre toute preuve additionnelle.

1974, c. 35, a. 16.

Pouvoir de commissaires. 20. Les juges qui entendent et décident l'appel sont investis, aux fins de cet appel, des pouvoirs et de l'immunité de commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37).

1974, c. 35, a. 17.

Exécution non suspendue. 21. L'appel ne suspend pas l'exécution de la décision du ministre à moins que le juge en chef de la Cour provinciale n'en ordonne autrement dans les cas d'urgence.

1974, c. 35, a. 18.

Désignation des juges. 22. Sur requête d'une partie signifiée à l'autre, le juge en chef de la Cour provinciale désigne les trois juges qui doivent entendre l'appel et fixe péremptoirement la date d'audition de l'appel entre le sixième et le quatre-vingt-dixième jour qui suivent la production de la requête en appel au greffe.

1974, c. 35, a. 19.

- Audition des parties. **23.** Les juges doivent, avant de rendre toute décision sur un appel, permettre aux parties de se faire entendre.
1974, c. 35, a. 20.
- Preuve. **24.** Les juges peuvent admettre comme preuve une copie ou un extrait d'un document, si l'original n'est pas disponible.
1974, c. 35, a. 21.
- Interrogatoire. **25.** Lors de l'enquête et de l'audition, chacune des parties peut interroger les témoins et exposer ses arguments.
Avocat. Toute partie a le droit d'être assistée d'un avocat.
1974, c. 35, a. 22.
- Témoins. **26.** Toute personne qui témoigne devant les juges a les mêmes privilèges et les mêmes immunités qu'un témoin devant la Cour supérieure et les articles 307 à 310 du Code de procédure civile s'y appliquent, *mutatis mutandis*.
1974, c. 35, a. 23.
- Pouvoirs des juges. **27.** Les juges ont tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de leur juridiction et ils peuvent, notamment, rendre toute ordonnance qu'ils estiment propre à sauvegarder les droits des parties.
1974, c. 35, a. 24.
- Confirmation, infirmation, de décision. **28.** Les juges peuvent confirmer la décision ou l'infirmier; leur décision est sans appel.
Majorité. S'ils ne sont pas d'accord, la question est résolue par la majorité.
1974, c. 35, a. 25.
- Jugement. **29.** Le jugement doit être consigné par écrit et signé par les juges qui l'ont rendu. Il doit contenir, outre le dispositif, les motifs de la décision.
1974, c. 35, a. 26.
- Copie aux parties. **30.** Une copie certifiée doit être transmise, par le greffier de la Cour provinciale, par la poste, à chacune des parties.
Original. L'original est conservé au greffe de la Cour provinciale.
1974, c. 35, a. 27.

SECTION V

INSPECTIONS ET SAISIES

Ordonnances du ministre.

31. Le ministre peut, par ordonnance, selon les critères et modalités déterminés par règlement:

a) établir des postes d'inspection ou de classification des produits, prescrire leurs modalités d'opération et ordonner que tout produit qu'il détermine, provenant d'un territoire qu'il désigne ou destiné à un tel territoire, soit inspecté ou classifié, selon des normes fixées par règlement, à l'un ou l'autre de ces postes;

b) suspendre temporairement les dispositions d'un règlement relatives à des classes, catégories ou dénominations particulières de produits.

Publication.

L'ordonnance doit être publiée dans la *Gazette officielle du Québec* avec avis de la date à laquelle elle prendra effet et, le cas échéant, de celle à laquelle elle cessera d'avoir effet.

1974, c. 35, a. 28.

Inspecteurs.

32. Le ministre nomme les inspecteurs, analystes ou autres agents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente loi et pourvoit à la rémunération de celles de ces personnes qui ne sont pas nommées et rémunérées suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3).

1974, c. 35, a. 29.

Pouvoirs des personnes
autorisées.

33. Toute personne autorisée peut, dans l'exercice de ses fonctions:

a) pénétrer en tout temps dans un local où l'on détient, prépare, conditionne, transforme, entrepose, emballe, expose en vue de la vente ou met en vente ou vend un produit et dans un local où l'on fabrique, reproduit, détient ou utilise toute estampille visée à l'article 6;

b) faire l'inspection des produits et en prélever gratuitement des échantillons;

c) exiger la production de tout document relatif à un produit et en prendre des extraits;

d) arrêter en cours de route toute expédition d'un produit;

e) saisir et confisquer tout produit visé à l'article 3 ou détenu par une personne contrevenant à l'article 9, aux dispositions des règlements relatives à l'estampille ou aux viandes impropres à la consommation humaine, de même que les substances et objets pouvant servir aux opérations mentionnées au paragraphe a, et disposer des choses saisies ou confisquées selon que le prescrit le ministre;

f) employer tout dispositif technique approprié pour empêcher

les opérations de tout détenteur de permis en dehors des horaires d'exploitation fixés conformément à l'article 34.

1974, c. 35, a. 30; 1977, c. 35, a. 9.

Horaires d'exploitation. **34.** Le ministre peut fixer les horaires d'exploitation d'un abattoir ou d'un atelier visé aux paragraphes *a*, *b* et *c* de l'article 9 afin d'assurer l'inspection permanente des opérations du détenteur de permis.

1977, c. 35, a. 10.

Aide aux personnes autorisées. **35.** La personne en charge d'un local ou d'un véhicule où se trouve un produit qu'une personne autorisée désire examiner et toute personne se trouvant sur les lieux sont tenues d'aider la personne autorisée dans son enquête, de lui faciliter l'accès au produit et de mettre à sa disposition tout document qu'elle désire examiner.

Renseignements confidentiels. Tout renseignement obtenu en vertu du présent article doit être tenu pour confidentiel, utilisé exclusivement à l'usage du ministre ou de la Régie des marchés agricoles du Québec et divulgué seulement sur l'ordre d'un tribunal. Le présent alinéa ne s'applique pas aux renseignements relatifs à la classification d'un produit.

1974, c. 35, a. 31.

Manoeuvres interdites. **36.** Il est interdit d'entraver le travail d'une personne autorisée dans l'exercice de ses fonctions, de l'induire en erreur ou de tenter de le faire, de négliger ou de refuser de lui obéir.

Certificat. Cette personne doit, sur demande, exhiber un certificat, signé par le ministre, attestant sa qualité.

1974, c. 35, a. 32.

Vente de produit saisi. **37.** Nul ne peut, sans l'assentiment d'une personne autorisée, vendre ou offrir en vente un produit saisi ou confisqué ni enlever ou permettre d'enlever ce produit, son contenant, le bulletin de saisie ou de confiscation, ni enlever ou briser un scellé apposé par une personne autorisée.

1974, c. 35, a. 33.

Inspection et classement. **38.** Le ministre peut, aux conditions et sur paiement des droits fixés par règlement, pourvoir, à la demande d'un intéressé, à l'inspection et au classement d'un produit.

1974, c. 35, a. 34.

- Immunité.** **39.** Le ministre et les personnes autorisées ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice des fonctions qui leur sont conférées par la présente loi.
1974, c. 35, a. 35.

SECTION VI

RÈGLEMENTS

- Réglementation.** **40.** Le gouvernement peut, par règlement:
- a) édicter des règles concernant la préparation, le conditionnement, la transformation, la détention en vue de la vente ou la vente d'un produit;
 - b) prohiber ou réglementer l'emploi, dans la production d'un produit, de substances susceptibles de porter atteinte à la qualité ou à la salubrité de ce produit;
 - c) prohiber ou réglementer l'abattage d'animaux dans un atelier d'équarrissage d'animaux ou l'exécution d'opérations relatives aux viandes impropres à la consommation humaine détenues par un récupérateur ou par l'exploitant d'un tel atelier;
 - d) ordonner le contrôle sanitaire des animaux et édicter les prescriptions sanitaires relatives à la préparation, la conservation et la manutention d'un produit;
 - e) établir des classes, catégories ou dénominations particulières de produits, statuer sur leur composition, leur forme, leur qualité et en ordonner le classement;
 - f) déterminer les modalités de délivrance ou de renouvellement d'un permis, prescrire les conditions exigées d'une personne tenue de se munir d'un permis ou de s'enregistrer auprès du ministre, les documents qu'elle doit fournir, les livres, registres et comptes qu'elle doit tenir, les rapports qu'elle doit fournir et les droits qu'elle doit payer;
 - g) déterminer les catégories de permis de même que les conditions et les restrictions afférentes à chaque catégorie;
 - h) prescrire toute mesure propre à prévenir ou empêcher les imitations, contrefaçons ou falsifications;
 - i) prescrire les modalités de prélèvement, de saisie et de confiscation;
 - j) prescrire les règles relatives au contenant, aux inscriptions, à l'étiquetage ou à l'emballage des produits;
 - k) fixer les heures en dehors desquelles les coûts d'inspection permanente doivent être remboursés au gouvernement par le détenteur d'un permis d'exploitation d'établissement et déterminer les modalités de ce remboursement;
 - l) définir, aux fins de la présente loi et des règlements, les expres-

sions «atelier d'équarrissage d'animaux» et «viandes impropres à la consommation humaine»;

m) statuer sur la publicité ou la réclame servant à promouvoir le commerce des produits.

1974, c. 35, a. 36; 1975, c. 40, a. 5; 1977, c. 35, a. 11.

Entrée en vigueur sur publication.

41. Les règlements adoptés en vertu de la présente loi entrent en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date qui y est fixée.

1974, c. 35, a. 37.

SECTION VII

POURSUITES ET PÉNALITÉS

Infractions et peines.

42. Sauf les cas où une autre peine est prévue, quiconque enfreint la présente loi ou les règlements est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais,

a) pour une première infraction, d'une amende d'au moins \$25 et d'au plus \$500, dans le cas d'un individu, et d'au moins \$50 et d'au plus \$1,000 dans le cas d'une corporation;

b) pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende de \$3,000, dans le cas d'un individu, et \$5,000, dans le cas d'une corporation.

1974, c. 35, a. 38; 1975, c. 40, a. 6.

Amende minimum.

43. Le contrevenant coupable d'une infraction visée aux articles 36 et 37 ne peut être condamné à une amende inférieure à \$100.

1974, c. 35, a. 39; 1977, c. 35, a. 12.

Infraction et peine.

44. Quiconque enfreint les articles 5 et 9 ou les dispositions des règlements relatives à l'estampille ou aux viandes impropres à la consommation humaine est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais,

a) pour une première infraction, d'une amende d'au moins \$1,000 et d'au plus \$5,000 ou d'un emprisonnement n'excédant pas deux ans, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement;

b) pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende d'au moins \$3,000 et d'au plus \$10,000 ou d'un emprisonnement n'excédant pas cinq ans, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement.

Dispositions applicables.

L'article 52 ne s'applique pas à ces infractions mais la partie II de la Loi sur les poursuites sommaires s'y applique.

1975, c. 40, a. 7; 1977, c. 35, a. 13.

Amendes pour corporations.	45. L'article 44 s'applique <i>mutatis mutandis</i> à une corporation, sauf que les amendes doivent être d'au moins \$5,000 et d'au plus \$10,000 pour une première infraction, et pour toute récidive dans les deux ans, d'au moins \$10,000 et d'au plus \$20,000.
Paiement des amendes et frais.	Le tribunal peut ordonner que, si l'amende et les frais ne sont pas payés par la corporation, ils le soient par tels administrateurs, officiers, employés ou agents de la corporation qu'il désigne, et dans la proportion qu'il indique. 1975, c. 40, a. 7.
Officier réputé partie à l'infraction.	46. Lorsqu'une corporation commet une infraction aux articles 5, 9, aux horaires d'exploitation fixés conformément à l'article 34, aux conditions indiquées à son permis ou aux dispositions des règlements relatives à l'estampille ou aux viandes impropres à la consommation humaine, tout officier, administrateur, employé ou agent de cette corporation qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti, acquiescé ou participé, est réputé être partie à l'infraction et est passible des peines prévues aux articles 44 et 47, que la corporation ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable. 1975, c. 40, a. 7; 1977, c. 35, a. 14.
Infractions et peines.	47. Tout détenteur de permis qui enfreint les horaires d'exploitation fixés conformément à l'article 34 ou les conditions indiquées à son permis est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, a) pour une première infraction, d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$2,000; b) pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende d'au moins \$2,000 et d'au plus \$5,000.
Exception.	L'article 52 ne s'applique pas à ces infractions. 1977, c. 35, a. 15.
Dispositions applicables à une corporation.	48. L'article 47 s'applique <i>mutatis mutandis</i> à une corporation, sauf que les amendes doivent être d'au moins \$2,000 et d'au plus \$5,000 pour une première infraction, et pour toute récidive dans les deux ans, d'au moins \$5,000 et d'au plus \$10,000.
Ordonnance du tribunal.	Le tribunal peut ordonner que, si l'amende et les frais ne sont pas payés par la corporation, ils le soient par tels administrateurs, officiers, employés ou agents de la corporation qu'il désigne, et dans la proportion qu'il indique. 1977, c. 35, a. 15.
Exploitation d'abattoir sans permis.	49. Quiconque enfreint l'article 9 est passible, en outre des peines

prévues à l'article 44 d'une amende additionnelle de \$100 par jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.

1974, c. 35, a. 40; 1975, c. 40, a. 8; 1977, c. 35, a. 16.

Peines pour incitation.

50. Quiconque incite une autre personne à commettre une infraction ou participe à une infraction commise par une autre personne est passible des peines prévues pour cette infraction au même titre que le contrevenant.

1974, c. 35, a. 41.

Poursuites.

51. 1. Les poursuites intentées pour violation de la présente loi ou des règlements sont prises par le procureur général ou par une personne qu'il autorise et la partie II de la Loi sur les poursuites sommaires s'y applique.

Lieu de la plainte.

2. Dans toute poursuite en vertu de la présente loi, la plainte ou dénonciation peut être portée dans le district judiciaire où la détention du produit a été constatée et elle est alors entendue et jugée dans ce district.

1974, c. 35, a. 42.

non en vigueur

Avis avant poursuite.

52. 1. Préalablement à toute poursuite pénale intentée pour une première infraction à la présente loi, toute personne autorisée par le procureur général, peut adresser à l'inculpé un avis, en double exemplaire, décrivant l'infraction, spécifiant l'amende et indiquant l'endroit où elle peut être payée, dans les dix jours suivants, avec, en outre, deux dollars pour les frais.

Effet du paiement.

2. Le paiement du montant requis dans le délai fixé par l'avis, accompagné d'un exemplaire de cet avis dûment signé par l'inculpé, empêche la poursuite pénale.

Non admission de responsabilité.

3. Ce paiement ne peut cependant être invoqué comme admission de responsabilité civile.

Inculpé considéré coupable après paiement.

4. Après paiement, l'inculpé doit être considéré comme ayant été trouvé coupable de l'infraction. Cependant, si celle-ci entraîne la suspension ou révocation d'un permis, l'inculpé peut s'il n'en a pas été prévenu dans l'avis, renoncer à l'immunité de poursuite découlant du paiement et annuler ainsi son admission de culpabilité.

Avis de réception du paiement.

5. La personne qui reçoit un paiement en vertu du présent article est tenue d'en aviser le ministre ou son représentant dans les huit jours de la réception des sommes ainsi perçues et de l'informer des nom et adresse de la personne reconnue coupable, des date et lieu de l'infraction alléguée, ainsi que de la faute reprochée.

1974, c. 35, a. 43.

- Exploitant passible des peines. **53.** Dans une poursuite intentée en vertu de la présente loi, l'exploitant d'un établissement où l'infraction a été commise ou de l'entreprise de transport dont le véhicule est utilisé pour commettre l'infraction et le véritable contrevenant sont passibles des peines imposées pour une infraction à la présente loi, même si on ne peut prouver que ce dernier agissait sous la direction de l'exploitant.
- Preuve. La preuve que l'infraction a été commise par une personne, identifiée ou non, qui est à l'emploi d'un tel exploitant est une preuve concluante que l'infraction a eu lieu avec l'autorisation et sous la direction de celui-ci.
- Poursuites conjointes ou séparées. Le véritable contrevenant et l'exploitant d'un établissement ou d'une entreprise de transport peuvent être poursuivis conjointement ou séparément, au choix du poursuivant. Toutefois pour une même infraction, le juge ne peut prononcer qu'une seule condamnation contre l'un ou l'autre d'entre eux.
- 1974, c. 35, a. 44.
- Preuve au détenteur. **54.** La preuve qu'un produit n'est pas destiné à la vente incombe à la personne qui a la détention du produit.
- 1974, c. 35, a. 45.
- Interprétation. **55.** Rien dans la présente loi ne doit être interprété comme interdisant le transport de produits en transit au Québec; toutefois, si le transport d'un produit se fait sans connaissance ou lettre de voiture indiquant les noms et adresses de l'expéditeur et du destinataire, il y a présomption irréfutable que ce produit doit être livré au Québec.
- 1974, c. 35, a. 46.
- Présomption. **56.** Toute personne dont le nom et l'adresse, le numéro de permis ou la marque de commerce sont indiqués sur un produit détenu en vue de la vente, ou sur le contenant, l'emballage ou l'enveloppe de ce produit, comme préparateur, fabricant, conditionneur, emballer, fournisseur ou distributeur d'un tel produit, est présumée avoir préparé, fabriqué, conditionné, emballé, fourni, distribué ou vendu ce produit au détenteur du produit au temps et au lieu où la détention a été constatée ou, le cas échéant, au lieu indiqué sur le produit, le récipient, l'emballage ou l'enveloppe de ce produit.
- 1974, c. 35, a. 47.

SECTION VIII

DISPOSITIONS FINALES

Application de la loi. **57.** Le ministre de l'agriculture est chargé de l'application de la présente loi.

1974, c. 35, a. 49.

Le paragraphe b du premier alinéa de l'article 9 et l'article 52 de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates qui seront fixées par proclamation du gouvernement.

L'article 9 de la présente loi sera remplacé lors de l'entrée en vigueur, en tout ou en partie, de l'article 6 du chapitre 35 des lois de 1974 tel qu'édicte par l'article 5 du chapitre 35 des lois de 1977, à la date ou aux dates qui seront fixées par proclamation du gouvernement.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 35 des lois annuelles de 1974, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 48 et 51 à 53, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre P-29 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**LOIS DU QUÉBEC,
1974**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 35

Chapitre P-29

**LOI SUR LES PRO-
DUITS AGRICOLES ET
LES ALIMENTS**

**LOI SUR LES PRO-
DUITS AGRICOLES ET
LES ALIMENTS**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 4	1 - 4	
4a	5	
4b	6	
4c	7	
5	8	
6	9	
7	10	
8	11	
9	12	
10	13	
11	14	
12	15	
13	16	
14	17	
15	18	
16	19	
17	20	
18	21	

L.Q. 1974, c. 35

L.R. 1977, c. P-29

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

19	22	
20	23	
21	24	
22	25	
23	26	
24	27	
25	28	
26	29	
27	30	
28	31	
29	32	
30	33	
30a	34	
31	35	
32	36	
33	37	
34	38	
35	39	
36	40	
par. a) - b)	par. a) - b)	
par. b')	par. c)	
par. c)	par. d)	
par. d)	par. e)	
par. e)	par. f)	
par. f)	par. g)	
par. g)	par. h)	
par. h)	par. i)	
par. i)	par. j)	

L.Q. 1974, c. 35

L.R. 1977, c. P-29

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
par. j	par. k)	
par. k)	par. l)	
par. l)	par. m)	
37	41	
38	42	
39	43	
39a	44	
39b	45	
39c	46	
39d	47	
39e	48	
40	49	
41	50	
42	51	
43	52	
44	53	
45	54	
46	55	
47	56	
48		Omis
49	57	
50 - 53		Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

